

ON DEMANDE L'ABOLITION DU TARIF SUR LES ARBRES DE NOËL

M. Fernand Robichaud (Westmorland—Kent): Je me permets, monsieur le Président, de vous demander aussi de faire en sorte que le tarif sur les arbres de Noël aussi soit enlevé, un tarif qui pourrait causer un tort énorme à notre industrie.

OPPOSITION AU PLAN DE REDRESSEMENT DE LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

M. Fernand Robichaud (Westmorland—Kent): J'ai aussi quelques autres pétitions, monsieur le Président, qui traitent du plan de la Société canadienne des postes de fermer plusieurs bureaux de poste dans les régions rurales et aussi dans les autres régions du pays. Ces gens viennent de l'Ontario, de Tiverton, de Fort Elgin, de Windsor, de Belle River. Les sous-signés demandent tout simplement que le Parlement fasse en sorte que ce plan de fermer les bureaux de poste dans les régions urbaines et rurales soit tout simplement abandonné.

ON DEMANDE L'ABOLITION DE DROITS AFFECTANT L'IMPORTATION DE LIVRES AINSI QUE LE TARIF SUR LES ARBRES DE NOËL

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Monsieur le Président, j'espère que ce sera la dernière fois que je me lève au sujet des tarifs sur les livres. Monsieur le Président, j'ai l'honneur de vous présenter encore quelques pétitions à cet égard.

[Traduction]

Les pétitionnaires disent que le gouvernement du Canada a imposé un droit de douane de représailles sur les livres importés en langue anglaise qui limite l'accès des Canadiens à la littérature et à l'information et qui nuit peu à l'édition aux États-Unis, mais qui pénalise les consommateurs, les éditeurs, les libraires, les distributeurs et la culture du Canada et qui, en faisant augmenter le prix des livres, compromet les programmes et politiques d'acquisition de livres des bibliothèques publiques et spécialisées de notre pays. Les pétitionnaires...

[Français]

... demandent humblement au Parlement de laisser tomber ces tarifs qui risquent de causer un tort irréparable à l'industrie du livre canadien et de compromettre la politique fédérale sur l'industrie culturelle dans le cadre des négociations sur le libre-échange avec les États-Unis.

J'attire votre attention sur le tarif imposé en même temps sur les arbres de Noël qui doit aussi être retiré.

[Traduction]

Ces pétitions viennent de Waterloo, Kitchener, Toronto, Burlington, Georgetown, Etobicoke, Vancouver, Harrison Hot Springs, Kamloops, Penticton et Kelowna, pour ne nommer que quelques endroits. Cela dit, je dépose ces pétitions en espérant que vous, monsieur le Président, et surtout le ministre des Finances (M. Wilson) leur accorderez l'attention qu'elles méritent.

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES—LE SERVICE POSTAL

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Monsieur le Président, j'attire aussi votre attention sur des inquiétudes concernant Postes Canada exprimées dans la pétition suivante: attendu que le projet de la Société canadienne des postes visant à adopter un service de superboîtes crée deux classes de citoyens canadiens dans les régions urbaines et rurales, attendu

Pétitions

que la fermeture des bureaux de poste ruraux fera disparaître la présence fédérale dans de nombreuses collectivités et réduira l'efficacité du service postal qui est essentiel dans ces régions, attendu que l'augmentation des tarifs postaux, surtout pour le courrier de seconde classe, compromettra la distribution de beaucoup de revues, périodiques, journaux régionaux et publications religieuses, les pétitionnaires prient humblement le Parlement de rejeter le plan d'entreprise proposé par la Société canadienne des postes et d'ordonner à la Société de distribuer le courrier à tous les contribuables canadiens sans distinction.

[Français]

Ils affirment que ce projet n'est pas juste, monsieur le Président.

[Traduction]

Ces pétitions viennent de gens de Port Hope, Oshawa, Bowmanville, Hull, Kanata, Manotick, Ottawa et Windsor.

M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys): Monsieur le Président, je voudrais présenter une pétition au nom de Canadiens de la Saskatchewan, et notamment des villes de Regina et de Saskatoon et d'autres localités de cette grande province, qui demandent au gouvernement et au Parlement de rejeter le plan d'entreprise proposé par la Société canadienne des postes et d'enjoindre à la société de continuer à livrer leur courrier à tous les contribuables canadiens sans exception.

[Français]

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard—Anjou): Monsieur le Président, moi aussi j'ai quelques pétitions à présenter qui viennent de la région d'Ottawa, Hull, Gloucester, Nepean, Aylmer, Vanier. J'en ai aussi qui viennent encore de Hull, de la circonscription de Trois-Rivières, et toutes ces pétitions déclarent humblement que le nouveau plan d'opération de la Société canadienne des postes crée deux classes de citoyens avec l'instauration permanente de superboîtes postales, tant en milieu urbain qu'en milieu rural; et à ces causes, ces gens demandent humblement que le Parlement rejette le plan de la Société canadienne des postes et enjoigne à celle-ci de livrer le courrier à tous les contribuables canadiens sans distinction.

[Traduction]

OPPOSITION AU PROJET DE MODIFICATION DE LA LOI SUR LES BREVETS

M. Dan Heap (Spadina): Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le devoir de présenter une pétition dûment approuvée par le greffier des pétitions et signée par des Canadiens de Vancouver, de Nepean, d'Ottawa, de Belmont et d'autres coins du pays qui estiment que les modifications que le gouvernement propose d'apporter à la Loi sur les brevets en ce qui a trait aux médicaments d'ordonnance vont faire grimper le prix des médicaments pour les consommateurs canadiens, restreindre la capacité des Canadiens ordinaires à revenu ordinaire d'acheter les médicaments d'ordonnance dont ils ont besoin, accroître le coût des programmes provinciaux d'assurance-médicaments et constituer une concession inutile aux Américains dans le contexte des pourparlers sur le libre-échange. En conséquence, les pétitionnaires demandent au Parlement de rejeter les propositions du gouvernement, car elles seront néfastes pour la majorité des Canadiens.